



BANQUE COMMUNE D'ÉPREUVES

Concepteur : E.S.C.P. – E.A.P.

CODE ÉPREUVE :

304

ESCP_ST

ETUDE & SYNTHÈSE DE TEXTES

OPTIONS : SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, LETTRES & SCIENCES-HUMAINES,
TECHNOLOGIQUE

Mercredi 11 Mai 2005, de 8 h. à 12 h.

Vous présenterez, en 300 mots (tolérance de 10% en plus ou en moins), une synthèse des trois textes ci-après, en confrontant, sans aucune appréciation personnelle et en évitant autant que possible les citations, les divers points de vue exprimés par leurs auteurs.

Mentionnez le décompte par 50 mots et, en fin de copie, reportez le nombre de mots utilisés.

Il n'est fait usage d'aucun document ; l'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

1

Il est sans doute très louable aux princes d'être fidèles à leurs engagements ; mais parmi ceux de notre temps qu'on a vu faire de grandes choses, il en est peu qui se soient piqués de cette fidélité, et qui se soient fait un scrupule de tromper ceux qui se reposaient en leur loyauté.

Vous devez donc savoir qu'il y a deux manières de combattre, l'une avec les lois, l'autre avec la force. La première est propre aux hommes, l'autre nous est commune avec les bêtes ; mais lorsque les lois sont impuissantes, il faut bien recourir à la force ; un prince doit savoir combattre avec ces deux espèces d'armes ; c'est ce que nous donnent finement à entendre les anciens poètes dans l'histoire allégorique de l'éducation d'Achille et de beaucoup d'autres princes de l'Antiquité, par le centaure Chiron, qui sous la double forme d'homme et de bête apprend à ceux qui gouvernent, qu'ils doivent employer tour à tour l'arme propre à chacune de ses deux espèces, attendu que l'une sans l'autre ne saurait être d'aucune utilité durable. Or, les animaux dont le prince doit savoir revêtir les formes sont le renard et le lion. Le premier se défend mal contre le loup, et l'autre donne facilement dans les pièges qu'on lui tend. Le prince apprendra du premier à être adroit, et de l'autre à être fort. Ceux qui dédaignent le rôle de renard n'entendent guère leur métier ; en d'autres termes un prince prudent ne peut ni ne doit tenir sa parole, que lorsqu'il le peut sans se faire tort, et que les circonstances dans lesquelles il a contracté un engagement subsistent encore.

Je n'aurais garde de donner un tel précepte, si tous les hommes étaient bons ; mais comme ils sont tous méchants et toujours prêts à manquer à leur parole, le prince ne doit pas se piquer d'être plus fidèle à la sienne ; et ce manque de foi est toujours facile à justifier. J'en pourrais donner dix preuves pour une, et montrer combien d'engagements et de traités ont été rompus par l'infidélité des princes, dont le plus heureux est toujours celui qui sait le mieux se couvrir de la peau du renard. Le point est de bien jouer son rôle, et de savoir à propos feindre et dissimuler. Et les hommes sont si simples et si faibles que celui qui veut tromper trouve aisément des dupes.

Pour ne citer qu'un seul exemple, pris dans l'histoire de notre temps ; le pape Alexandre VI se fit toute sa vie un jeu de tromper, et malgré son infidélité bien reconnue, il réussit dans tous ses artifices. Protestations, serment, rien ne lui coûtait ; jamais prince ne viola aussi souvent sa parole et ne respecta moins ses engagements. C'est qu'il connaissait parfaitement cette partie de l'art de gouverner.

Il n'est donc pas nécessaire à un prince d'avoir toutes les bonnes qualités dont j'ai fait l'énumération, mais il est indispensable de paraître les avoir ; j'oserais même dire qu'il est quelquefois dangereux d'en faire usage, quoiqu'il soit toujours utile de paraître les posséder. Un prince doit s'efforcer de se faire une réputation de bonté, de clémence, de pitié, de fidélité à ses engagements, et de justice ; il doit avoir toutes ces bonnes qualités, mais rester assez maître de soi pour en déployer de contraires, lorsque cela est expédient. Je pose en fait qu'un

prince, et surtout un prince nouveau, ne peut exercer impunément toutes les vertus, parce que l'intérêt de sa conservation l'oblige souvent à violer les lois de l'humanité, de la charité et de la religion. Il doit être d'un caractère facile à se plier aux différentes circonstances dans lesquelles il peut se trouver. En un mot, il lui est aussi utile de persévérer dans le bien, lorsqu'il n'y trouve aucun inconvénient, que de savoir en dévier, lorsque les circonstances l'exigent. Il doit surtout s'étudier à ne rien dire qui ne respire la bonté, la justice, la bonne foi et la piété ; mais cette dernière qualité est celle qu'il lui importe le plus de paraître posséder, parce que les hommes en général jugent plus par leurs yeux que par aucun des autres sens. Tout homme peut voir ; mais il est donné à très peu d'hommes de savoir rectifier les erreurs qu'ils commettent par les yeux. On voit aisément ce qu'un homme paraît être, mais non ce qu'il est réellement ; et ce petit nombre d'esprits pénétrants n'ose contredire la multitude, qui d'ailleurs a pour elle l'éclat et la force du gouvernement. Or, quand il s'agit de juger l'intérieur des hommes, et surtout celui des princes, comme on ne peut avoir recours aux tribunaux, il ne faut s'attacher qu'aux résultats ; le point est de se maintenir dans son autorité ; les moyens, quels qu'ils soient, paraîtront toujours honorables, et seront loués de chacun. Car le vulgaire se prend toujours aux apparences, et ne juge que par l'événement. Or, le vulgaire, c'est presque tout le monde, et le petit nombre ne compte que lorsque la multitude ne sait sur quoi s'appuyer.

Nicolas MACHIAVEL, *Le Prince* (1513),
trad. Catherine Roux-Lanier, éd. Bordas.

2

Comment fait-on la politique ? L'homme d'Etat né est avant tout un connaisseur, connaisseur des hommes, des situations et des choses. Il a le « coup d'œil » qui embrasse les limites du possible, sans hésitation, sans corruption. Le connaisseur de chevaux examine d'un coup d'œil la résistance du cheval, et il sait quelles chances il aura à la course. Le joueur jette un coup d'œil sur l'adversaire et connaît le résultat de la partie. Agir avec exactitude sans le « savoir », avoir la main sûre qui restreint ou lâche la bride sans qu'on s'en aperçoive : c'est l'inverse du talent du théoricien. Le tact secret de tout deviner en lui et dans les choses historiques est une seule et même chose. Elles se pressentent, elles existent l'une pour l'autre. L'homme des réalités ne court jamais le danger de faire de la politique de sentiment et de la politique de programme. Il ne croit pas aux grands mots. La question de Pilate est constamment sur ses lèvres. Les vérités ? L'homme d'Etat né se place au-delà du vrai et du faux. Il ne confond pas la logique des événements avec la logique des systèmes. Les « vérités » (ou les « erreurs », ce qui est ici la même chose) ne viennent en considération pour lui que comme courants spirituels, en vue de leur *effet*, dont il embrasse l'intensité, la durée et la direction, et qu'il met en ligne de compte pour le destin de la puissance dirigée par lui. Il a des convictions qui lui sont chères, certes, mais comme homme privé ; aucun politicien de rang ne s'est senti sous leur dépendance, tant qu'il agit. « L'homme d'action est toujours sans conscience ; nul n'a de conscience que l'homme de contemplation » (Goethe). Cela est aussi vrai de Sulla (1) et de Robespierre que de Bismarck et de Pitt. Les grands papes et les chefs de parti anglais, pendant qu'ils avaient à maîtriser les choses, n'ont pas suivi d'autres principes que les conquérants et les révolutionnaires de tous les temps. Tirez des *actes* d'Innocent III, qui a presque mené l'Eglise à la domination universelle, les principes fondamentaux et vous aurez un catéchisme du succès, qui représente l'extrême opposé de toute morale religieuse, mais sans lequel il n'y aurait point d'Eglise, ni de colonies anglaises, ni de fortunes américaines, ni de révolution triomphante, et enfin ni un Etat, ni un parti, ni en général un peuple dans une situation tenable. La vie, non l'individu n'a pas de conscience.

D'où la nécessité de comprendre *le temps* pour lequel on est né. Celui qui n'en soupçonne ni ne conçoit les puissances les plus cachées, qui ne sent pas en lui quelque parenté avec elles, parenté qui le porte en avant sur une voie impossible à paraphraser par des concepts ; celui qui croit à la surface, à l'opinion publique, aux grands mots et aux idéals du jour, n'est pas à la mesure des événements. Ils l'ont, il ne les a pas sous sa puissance. Pas de coup d'œil rétrospectif pour demander au passé la mesure de nos actes ! Pas de coup d'œil de côté sur un système quelconque ! Il y a, dans les périodes comme la nôtre ou celle des Gracques, deux sortes d'idéalisme fatal : celui de la réaction et celui de la démocratie. L'un croit à la réversibilité de l'histoire, le second à un but qu'elle impliquerait. Mais pour l'insuccès nécessaire, dont tous deux accablent la nation sur le destin de laquelle ils possèdent la puissance, il importe peu qu'elle soit sacrifiée à un souvenir ou à un concept. Le véritable homme d'Etat est l'histoire en personne, qui a pour volonté individuelle sa direction et pour caractère sa logique organique.

Mais l'homme d'Etat de rang devrait être aussi un éducateur dans un sens supérieur, non le représentant d'une morale ou d'une doctrine, mais un modèle par son activité. On sait qu'aucune religion n'a jamais changé le style de l'existence. Elle a pénétré l'être éveillé, l'homme *spirituel*, elle a jeté une lumière nouvelle sur un monde de l'au-delà, elle a créé un immense bonheur par la force de l'humilité, du renoncement et de la résignation jusqu'à la mort ; sur les puissances de la vie, elle n'a eu aucun pouvoir. L'influence créatrice dans le

(1) ou Sylla.

vivant, non instructive, mais éducative, transformant le type des ordres et des peuples tout entiers, n'est exercée que par la grande personnalité, par le « Il » et la race qui sont, en elle, la force cosmique enchaînée. Ce n'est pas la Vérité, le Bien, le Sublime, mais le Romain, le Puritain, le Prussien, qui sont des faits. Le sentiment de l'honneur, du devoir, la discipline, la décision - ne s'apprennent pas dans les livres. Ils sont *éveillés* dans l'existence dynamique par un modèle vivant. C'est ce qui a fait de Frédéric Guillaume 1^{er} le plus grand éducateur de tous les temps, dont la tenue personnelle, formatrice de la race, ne disparaît plus dans la suite des générations. Ce qui distingue le véritable homme d'Etat du pur politicien, du joueur satisfait au jeu, du chanceur parvenu au sommet de l'histoire, de l'avare et de l'ambitieux, du professeur d'idéal, c'est qu'il peut demander des sacrifices et qu'on les lui accorde, parce que son sentiment d'être nécessaire au temps et à la nation est partagé par des milliers d'hommes ; il les transforme jusqu'au fond du cœur et les rend capables d'actions dont ils seraient incapables sans lui.

Mais l'élément suprême n'est pas l'action, mais le pouvoir de *commander*. Ce n'est qu'ainsi que l'individu se dépasse et devient le point central d'un *monde* actif. Il y a une manière de commander qui transforme l'obéissance en habitude fière, libre et distinguée et que Napoléon, par exemple, ne possédait *pas*. Un reste de sentiment subalterne l'avait empêché de former des hommes au lieu de mécanismes enregistreurs, de régner par des personnalités au lieu de décrets, et c'est parce qu'il ne comprenait pas ce tact très raffiné du commandement et que par conséquent il en était réduit à faire seul tout ce qui était réellement décisif, qu'il tomba victime peu à peu de la disproportion entre les devoirs de sa charge et les limites des capacités humaines. Mais celui qui possède, comme César ou Frédéric le Grand, ce don suprême et ultime de l'humanité la plus achevée, celui-là ressent au soir d'une bataille, quand les opérations se précipitent vers la fin qu'il désire et que cette victoire décide de son expédition, ou bien à une heure où la dernière signature ferme une époque de l'histoire, un étonnant sentiment de puissance qui reste pour toujours énigmatique à l'homme des vérités. Il y a des moments, et qui marquent l'apogée des courants cosmiques, où un homme se sent identique avec le destin et le centre du monde et où il sent que sa personnalité est presque l'enveloppe dont l'histoire de l'avenir est en train de se revêtir.

Oswald SPENGLER, *Le Déclin de l'Occident*,
2^{ème} partie, « Perspectives de l'histoire universelle »,
1^{ère} éd. 1917 – Gallimard, 1948, pp.407-409. Trad.

3

Les hommes politiques, les gouvernants qui disposent de la puissance publique dans un régime de liberté accomplissent des tâches d'un ordre tout spécifique et doivent être considérés à part. L'usage de la puissance publique impose à leur liberté, c'est la première tâche, la mise en place d'un ordre public et social défini et garanti par eux comme un ordre juste en conformité avec les droits et les devoirs de l'homme et du citoyen.

On ne dira jamais assez combien leur tâche est complexe, immense et, à certains égards, obscure, car elle ne consiste pas seulement à exercer des droits régaliens, mais à prendre en charge politique l'ensemble des affaires publiques dans l'Etat, et en considération l'ensemble des relations de la nation avec les autres nations. Ce qui suppose l'interprétation d'informations toujours insuffisantes, l'imagination d'un avenir toujours hypothétique, avec toute la marge d'incertitude qui résulte du fait que leur action ne cesse d'être fonction des libres actions de leurs adversaires et même de leurs partenaires.

Il leur appartient en propre de se faire une certaine idée du bien commun et des finalités fondamentales qui leur semblent s'imposer dans le cadre de la situation historique où vit leur pays. Paix, justice, grandeur, puissance nationale et internationale, prospérité, bien-être, fécondité culturelle, progrès scientifique et technique. Ces finalités sont nombreuses, pas toujours compatibles, pour ne pas parler de celles, plus immédiates et provisoires, que les circonstances peuvent leur imposer. A eux de définir la composition opportune de ces finalités et d'en convaincre l'opinion publique. Mais une finalité formelle les domine toutes, car elle est leur condition *sine qua non*, c'est la nécessité du succès, qui est d'un tout autre ordre qu'elles et qui risque de mettre en question la signification et la mise en œuvre de chacune d'entre elles.

Le choix des finalités est par nature inséparable, lui aussi, de la situation historique en place et des moyens disponibles. Les gouvernants disposent de moyens de droit, ceux que leur donnent la Constitution et les lois, c'est-à-dire la disposition d'une force publique légitime, le droit de commander et d'être obéi dans ce cadre, le droit qui en résulte de juger, de contraindre et de punir, car les moyens les plus essentiels en politique, ce sont les hommes. Les citoyens doivent être traités par leurs gouvernants précisément en hommes capables de réfléchir

et d'agir librement, avec le souci primordial de justifier l'usage que ces derniers font de leur autorité et de convaincre l'opinion publique, puis d'user de leurs droits régaliens avec prudence et opportunité, à condition de ne pas ignorer le conseil de Machiavel : ne jamais oublier que les hommes peuvent être mauvais et méchants. L'autorité de l'homme d'Etat, pour user encore des mots de Machiavel, doit être fondée sur l'amour, autant qu'il est possible, et, s'il le faut, et il le faut souvent, sur la crainte.

Les gouvernants se trouvent également en présence de moyens matériels, de moyens de fait, ceux que leur offrent les circonstances, ceux qu'ils peuvent développer ou acquérir et ceux sur lesquels ils ne peuvent rien. Sans oublier jamais que parmi ces moyens règnent aussi la fortune, le coup du sort, la chance, avec laquelle il ne faut jamais cesser de compter. Il ne faut pas exagérer le fameux problème de la compatibilité des moyens et des fins pour des hommes politiques raisonnables. Il est clair que les finalités bien calculées doivent tenir compte des moyens nécessaires à la réalisation des fins et, par conséquent, de leur degré de compatibilité morale et matérielle, ce qui est nécessairement en question puisque la politique peut mettre en jeu l'usage de la force, que la violence, la ruse, la guerre sont des méthodes effectives et, on le constate, toujours inéluctables de la politique.

Pour entrer dans un tout autre ordre de considérations, il faut aussi ajouter que les hommes politiques disposent de pouvoirs effectivement considérables, et d'autant plus que leurs réussites sont plus grandes. Plus le pouvoir est grand, plus celui qui en dispose est exposé à des tentations, tentation de la gloire pour la gloire, tentation de l'abus de pouvoir, tentation de la facilité, pour ne pas parler de tentations beaucoup moins honorables encore.

C'est pourquoi un homme politique qui veut devenir un homme d'Etat a le devoir de tendre ses aptitudes, de les élever au plus haut point qu'il les peut légitimement estimer, de parvenir à exercer sa tâche de façon « excellente », bref, de faire un usage excellent de sa liberté. C'est précisément la meilleure définition de la vertu.

[...]

C'est pourquoi Montesquieu, puis Rousseau avaient fait de la vertu le principe de la démocratie, définie comme un régime fondé sur l'usage de la liberté. Mais ils entendaient l'un et l'autre par vertu une vertu proprement politique, la constante résolution de préférer toujours le bien commun à son bien propre. En vérité, lorsqu'un homme d'Etat agit excellemment, c'est toute sa personnalité qu'il engage, et pour chacun d'eux, il s'agit d'une personnalité complexe, capable d'une diversité et d'une composition de vertus intellectuelles et morales engagées avec des intensités variables. Chacun est excellemment vertueux à sa façon et de façon incomparable. Leurs talents s'adaptent mieux à des circonstances différentes. Les uns brillent davantage dans des périodes de crise, dans la tempête, d'autres dominant mieux les époques de paix et de développement efficace. Il est donc vain de songer à établir la liste des vertus nécessaires à l'homme d'Etat.

On ne peut même pas songer à faire l'éducation des hommes d'Etat. On ne peut pas leur proposer l'exemple des plus grands : car ce sont les grands hommes qui ne peuvent servir de modèles. Ils sont uniques dans des situations historiques uniques. Peut-être les gouvernants potentiels pourraient-ils tirer de meilleurs leçons des erreurs et des fautes, et par conséquent des échecs ou des catastrophes provoqués par les médiocres ou les méchants qu'ils ont pu voir agir dans l'histoire encore vivante.

A peine peut-on mentionner des vertus formelles qui conditionnent d'ordinaire l'efficacité de l'action parmi les hommes, le courage, la constance, la fermeté, la force d'âme, ou ce don qui, bien géré, devient une vertu, le charisme. Peut-être pourrait-on ajouter, parce que ce sont vraiment les marques des plus grands, non seulement la modération, qui va si bien avec le devoir de justice puisqu'on l'appelle aussi la juste mesure, et puis cette magnanimité, cette générosité au sens cartésien, qui donne au triomphe politique une humanité qui, sans elle, pourrait lui manquer.

Mais comment ne pas rappeler enfin, pour ne pas revenir quelque peu sur la terre, cette habileté politique qui va de la manipulation et de la manigance à la pratique habile de l'autorité et à l'éducation des individus et des groupes, tant elle sait comprendre les passions humaines bonnes ou mauvaises pour en tirer un efficace parti. Pourquoi ne pas associer, et pour le meilleur, Machiavel à Montesquieu ?

**Raymond POLIN, « Du bon usage de quelques valeurs en démocratie »,
Revue des deux mondes, avril 1997, pp. 84-88.**